

Un document illustré, en annexe à la circulaire interministérielle n° DGUHC-53 du 30 novembre 2007 relative à l'accessibilité des établissements recevant du public donne des indications claires sur les obligations légales est disponible sur le site : www.logement.gouv.fr

Les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19 à R.111-19-3 et R.111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et aux installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création sont fixées dans l'arrêté du 1^{er} août 2006 (NOR : SOCU0611478A).

Cheminement

Arrêté du 1^{er} août 2006 (ERP et IOP lors de leur construction ou création)
Article 2 : dispositions relatives aux cheminements extérieurs

Qualité des revêtements

Arrêté du 1^{er} août 2006 (ERP et IOP lors de leur construction ou création)
Article 6 : dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales
Article 9 : dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds

Stationner

Arrêté du 1^{er} août 2006 (ERP et IOP lors de leur construction ou création)
Article 3 : dispositions relatives au stationnement automobile

Normes réglementaires



La rampe d'accès de la Maison de la culture de Grenoble.



Point de stationnement et cheminement adapté aux abords de la Maison de la culture de Bobigny, MC93.

Signalisation d'un accès à emprunter par les personnes en fauteuil roulant à l'opéra du Rhin à Strasbourg.



Les accès et les abords du site

Selon le législateur, il convient de prendre en compte :

- *le repérage et le guidage* : signalisation adaptée (visible, lisible et compréhensible), revêtement du cheminement accessible présentant un contraste visuel et tactile par rapport à son environnement
- *les caractéristiques dimensionnelles des cheminements extérieurs* : plain-pied, largeurs de passage et de manœuvre pour les personnes circulant en fauteuil roulant ou avec des béquilles
- *la sécurité d'usage* : sol ou revêtement de sol non meuble, non glissant, non réfléchissant, sans obstacles à la roue ; absence de trous ou de fentes au sol ayant un diamètre ou une largeur supérieur à 2 cm, absence d'obstacles à hauteur de visage (en dessous de 2,2 m), marches et volets de marches sécurisées...
- *le stationnement automobile* : au minimum 2 % du parc de stationnement doit être adapté (repérage, de plain-pied, de largeur minimale de 3,3 m, système de contrôle d'accès ou de sortie adapté).

Enfin, la présence de points de repos et un espace permettant une dépose minute à proximité de l'entrée de l'établissement culturel sont fortement recommandés.

Définition de l'établissement recevant du public (ERP)

Le code de la construction et de l'habitation (CCH) désigne comme établissement recevant du public « tous bâtiments, locaux et

enceintes dans lesquels des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation,

payantes ou non » (art. R. 123-2)

Les établissements sont, classés en catégories, en référence au code de la construction et de l'habitation (art. R123-19)

Entrer et sortir

Arrêté du 1^{er} août 2006

ERP et IOP lors de leur construction ou création
Article 4 : dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation

Article 11 : dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande

Article 13 : dispositions relatives aux sorties

Les portes

Arrêté du 1^{er} août 2006

ERP et IOP lors de leur construction ou création
Article 2.II.2° : dispositions relatives aux cheminements extérieurs, caractéristiques dimensionnelles

Article 10 : dispositions relatives aux portes, portiques, sas

Accueil, billetterie

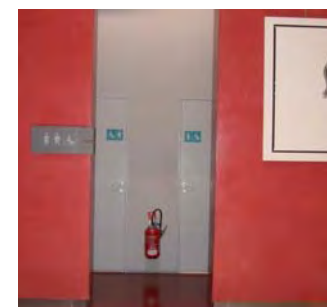
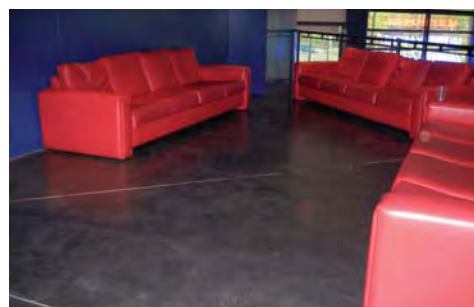
Arrêté du 1^{er} août 2006

ERP et IOP lors de leur construction ou création
Article 5 : dispositions relatives à l'accueil du public
Article 14 : dispositions relatives à l'éclairage
Article 19 : dispositions relatives aux caisses de paiement disposées en batterie

Normes réglementaires



L'espace d'accueil à Canal 93 et une aire de confort à la Maison de la culture 93.



Au Centre national de la danse, le jeu entre les couleurs et les pictogrammes facilite le repérage dans l'espace.

Librairie de la Maison de la culture 93. Une signalétique visible, des portes d'entrée à ouverture automatique, un cheminement de plain-pied.



La mise à disposition d'une chaise à proximité du guichet d'accueil participe à la qualité et au confort d'accueil des personnes à grande «fatigabilité».

L'espace d'accueil

L'espace d'accueil doit permettre au public de repérer de façon naturelle les lieux et les services qui lui sont ouverts (caisses, vestiaires, panneaux d'information, distributeurs de boissons, téléphones, informations, entrées des salles de spectacles...) à l'aide d'une signalétique efficace intégrée dans l'architecture du lieu : repères visuels, annonces sonores, repères tactiles, plans d'orientation en relief...

Les personnes les plus fragiles doivent disposer de points de repos afin de se sentir sécurisées, de pouvoir s'isoler de la foule, de bénéficier d'un environnement apaisant avec une acoustique peu bruyante et de rendre leur temps d'attente confortable.

Le guichet d'accueil

Le guichet d'accueil est souvent le lieu d'une structure culturelle où s'effectue le premier contact. Cela lui confère une importance particulière. Outre les aspects réglementaires fixant les contraintes de dimension et de repérage, les aspects de type relationnel sont à prendre en compte. Outre les aspects réglementaires fixant les contraintes de dimension et de repérage, les aspects de type relationnel sont à prendre en compte. Le public doit avoir l'impression d'être attendu et il doit être bien accueilli.

Les dispositions précisées par le législateur

- *Tout aménagement, équipement ou mobilier*, situé au point d'accueil et nécessaire afin d'accéder aux espaces ouverts au public, doit pouvoir être repéré et atteint par une personne handicapée dans le but de les utiliser (en position debout ou assise) et de les comprendre.
- *Toute information strictement sonore* nécessaire à l'utilisation normale du point d'accueil doit faire l'objet d'une transmission par des moyens adaptés ou être doublée par une information visuelle.
- *Lorsque des usages tels que la lecture, l'écriture et l'utilisation d'un clavier sont requis*, au moins une partie de l'équipement doit présenter des dimensions permettant notamment à une personne en fauteuil roulant de les utiliser.
- *Lorsque l'accueil est sonorisé*, il doit être équipé d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique, signalé par un pictogramme. L'équipement d'une boucle magnétique permet de mieux communiquer avec les personnes malentendantes appareillées.

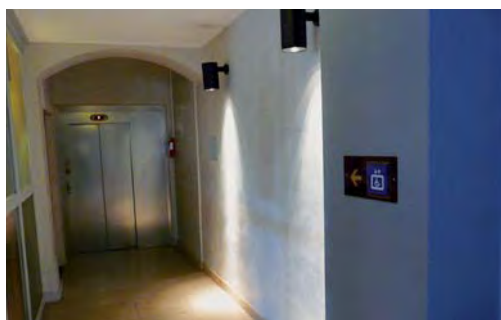
Éclairage

Un éclairage direct peut s'avérer très éblouissant et douloureux pour des personnes malvoyantes. L'utilisation des baies vitrées orientées sud dotées de systèmes de gestion de la lumière (rideaux, stores...) induisent tout de suite une impression de confort.

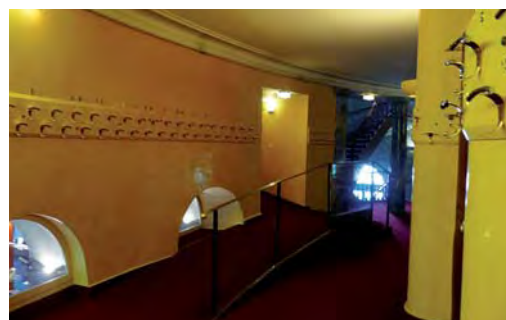
Signalisation

Arrêté du 1^{er} août 2006
ERP et IOP lors de leur construction ou création
Article 4 : dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation
Annexe 3 : informations et signalisation

Normes réglementaires



Un éclairage doux et directionnel dans les espaces de circulation de l'opéra du Rhin à Strasbourg.



Aux abords du Centre national de la danse, un parcours lumineux pour les fauteuils roulants.

Des indications à hauteur des mains pour les aveugles et à hauteur d'yeux pour les enfants.



La mise en œuvre des points lumineux doit éviter tout effet d'éblouissement direct des usagers en position « debout » comme « assis » et le reflet sur la signalétique.

L'éclairage

Lorsque la pénombre s'installe, l'éclairage doit être confortable pour tous les publics et s'avère nécessaire pour un certain nombre de personnes en situation de handicap.

Un bon éclairage permet notamment :

- *de repérer facilement* les zones de circulation et les obstacles sur les cheminements : marches isolées, obstacles à hauteur de visage
- *d'identifier* les supports d'information
- *de faciliter la communication* avec autrui notamment pour les personnes utilisant la lecture labiale ou pratiquant la langue des signes.

Le législateur précise que le dispositif d'éclairage artificiel doit permettre d'obtenir des valeurs d'éclairement mesurées au sol d'au moins :

- 20 lux en tout point du cheminement extérieur accessible
- 200 lux au droit des postes d'accueil
- 100 lux en tout point des circulations intérieures horizontales
- 150 lux en tout point de chaque escalier et équipement mobile
- 50 lux en tout point des circulations piétonnes des parcs de stationnement
- 20 lux en tout autre point des parcs de stationnement..

La signalétique et les repères pour s'orienter

Plus l'espace est important et complexe, plus la signalétique devient un élément déterminant afin d'assurer une autonomie de circulation et de mouvement pour tous les publics.

Lorsque des informations permanentes sont proposées aux visiteurs par le moyen d'une signalisation visuelle ou sonore, celles-ci doivent être perçues et interprétées par un visiteur handicapé, quel que soit son handicap.

Le législateur précise que ces éléments d'information et de signalisation doivent être :

- *visibles* : information regroupée ; support d'information contrasté par rapport à son environnement immédiat permettant une vision et une lecture en position « debout » comme en position « assis ». Le support doit être situé à une hauteur inférieure à 2,2 m, permettre à une personne malvoyante de s'approcher à moins de 1 m et non éblouissant
- *lisibles* : information fortement contrastée par rapport à son support, hauteur des caractères d'écriture proportionnée aux circonstances
- *compréhensibles* : la signalétique doit recourir autant que possible à des icônes ou à des pictogrammes ; lorsqu'ils existent, le recours aux pictogrammes normalisés s'impose.

Éléments pouvant faire obstacle au cheminement

Points de rupture tels que dénivellement, passage de porte

Arrêté du 1^{er} août 2006 ERP et IOP lors de leur construction ou création
Article 6 : dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales

Article 9 : dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds
Article 10 : dispositions relatives aux portes, portiques et sas

Normes réglementaires



Cheminement extérieur à Canal 93 : une possibilité d'autonomie pour les personnes en fauteuil ; des repères contrastés pour les personnes mal voyantes.

Au Théâtre de la Colline, un hall vaste et un jeu de couleurs sur les murs facilitent les déplacements.



Dans les locaux de Canal 93, des matériaux contrastés, des largeurs de passage confortables et sans obstacles pour une circulation aisée.

Cheminer en toute autonomie.

Circulations horizontales

Le législateur précise que les circulations intérieures horizontales doivent être accessibles et ne pas présenter de dangers pour les personnes handicapées.

Les principaux éléments structurants du cheminement doivent être repérables par les personnes ayant une déficience visuelle.

Les usagers handicapés doivent pouvoir accéder et quitter l'ensemble des locaux ouverts au public de manière autonome.

Cela suppose notamment :

- des cheminements horizontaux et sans ressaut (lorsqu'une dénivellation ne peut pas être évitée, un plan incliné de pente inférieure ou égale à 5 % doit être aménagé afin de la franchir)
- une largeur minimale du cheminement accessible de 1,40 m, libre de tout obstacle afin de faciliter les croisements
- des dévers n'excédant pas les 2 %

- une sécurité d'usage : sol ou revêtement de sol non meuble, non glissant, sans obstacles à la roue, absence de trous ou fentes au sol ayant un diamètre ou une largeur supérieur à 2 cm et d'obstacles à hauteur de visage (en dessous de 2,2 m).

Par ailleurs, toute porte située sur les cheminements doit permettre le passage des personnes handicapées et doit pouvoir être utilisée par des personnes ayant des capacités physiques réduites.

Les caractéristiques dimensionnelles des portes doivent être :

- de largeur minimale de 1,40 m pour les portes principales desservant des espaces pouvant recevoir plus de 100 personnes (si les portes sont composées de plusieurs vantaux, la largeur minimale du vantail couramment utilisée doit être de 0,90 m)
- de largeur minimale de 0,90 m pour les portes principales desservant des espaces recevant moins de 100 personnes.

Aide au cheminementArrêté du 1^{er} août 2006

ERP et IOP lors de leur

construction ou création

Article 7 : dispositions

relatives aux circulations

intérieures verticales

Article 8 : dispositions

relatives aux tapis roulants,

escaliers et plans inclinés

mécaniques

SanitairesArrêté du 1^{er} août 2006

ERP et IOP lors de leur

construction ou création

Article 12 : dispositions

relatives aux sanitaires

Normes réglementaires



Des couleurs contrastées, des bandes antiglissantes et une rampe pour faciliter la montée des escaliers.

Un élévateur double l'escalier qui conduit au hall du théâtre.



Accéder aux différents niveaux du bâtiment.

Circulations verticales

Alors que certaines personnes en situation de handicap (personnes aveugles, certaines personnes à équilibre précaire, personnes phobiques) préfèrent les escaliers, d'autres utilisent systématiquement l'ascenseur afin de monter ou de descendre d'un niveau. Il s'agit donc de veiller à ce que ces deux modes de circulations soient adaptés aux besoins du plus grand nombre.

Le législateur précise que les bâtiments comportant un ascenseur doivent desservir l'ensemble des niveaux « décalés » avec une dénivellation supérieure ou égale à 1,20 m. Les marches et les escaliers doivent pouvoir être utilisés en toute sécurité par les personnes handicapées y compris lorsqu'une aide appropriée est nécessaire.

Le législateur précise également que tous les ascenseurs doivent pouvoir être utilisés par les personnes handicapées en étant conformes à la norme NF EN 81-70 relative à « l'accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap ».



Au Pari à Tarbes, des douches et des sanitaires adaptés dans les loges pour accueillir les artistes en situation de handicap.



Les sanitaires

Le législateur précise que chaque niveau accessible, lorsque des sanitaires y sont prévus pour le public, doit comporter au moins un cabinet d'aisances aménagé pour les personnes handicapées circulant en fauteuil roulant.

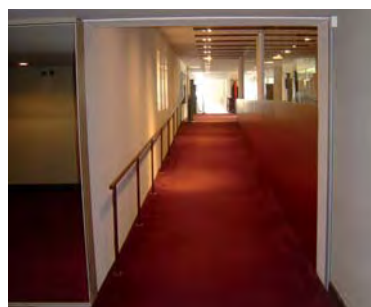
Ce cabinet d'aisances doit présenter les caractéristiques suivantes :

- comporter, en dehors du débattement de la porte, un espace de 0,80 x 1,30 m situé latéralement par rapport à la cuvette
- comprendre un espace de manœuvre d'un diamètre de 1,50 m avec une possibilité de demi-tour située de préférence à l'intérieur du cabinet, et à défaut, à l'extérieur devant la porte
- comporter un lave-mains dont le plan supérieur est situé à une hauteur maximale de 0,85 m
- disposer d'une surface d'assise de la cuvette située à une hauteur comprise entre 0,45 et 0,50 m du sol, abattant inclus
- être équipé, à côté de la cuvette, d'une barre d'appui latérale située à une hauteur comprise entre 0,70 m et 0,80 m qui permette à une personne en fauteuil roulant de se relever ou d'être transférée.

Divers équipements et espaces (vestiaires, loges...), salles polyvalentes et de spectacle.
 Arrêté du 1^{er} août 2006 ERP et IOP lors de leur construction ou création
 Article 5 : dispositions relatives à l'accueil du public

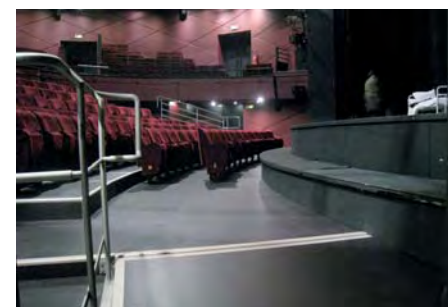
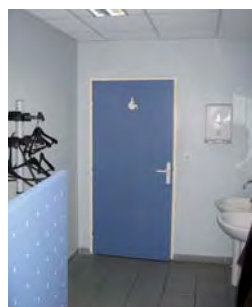
Article 11 : dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande
Article 16 : dispositions relatives aux établissements recevant du public assis
Article 18 : dispositions supplémentaires relatives aux douches et cabines

Normes réglementaires



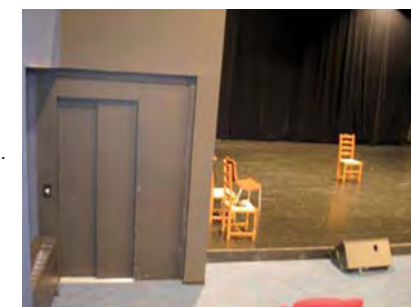
Au Théâtre national de Strasbourg, un plan incliné et une rampe pour se diriger vers l'entrée des artistes.

Une loge aménagée à Canal 93.



Aménagements de gradins dans la salle J.-M. Koltès du Théâtre national de Strasbourg ; ce dispositif modulable peut accueillir jusqu'à 12 personnes à mobilité réduite par représentation.

Au Pari, à Tarbes, un ascenseur arrive à hauteur de scène permettant aux artistes comme aux spectateurs d'être de plain-pied.



Ne pas oublier les espaces réservés aux artistes.

Vestiaires, loges, scène et studios

Ces lieux sont trop souvent oubliés dans les démarches de mise en accessibilité. Néanmoins, ils doivent être rendus accessibles aux artistes en situation de handicap. Il faut donc prévoir :

- au moins une loge et un vestiaire pour des personnes circulant en fauteuil roulant : mobilier adapté, douches accessibles, espaces de circulation suffisants...
- un accès aisé et rapide de l'espace allant des vestiaires à la scène pour les personnes à mobilité réduite : aires de dégagement, accès si possible de plain-pied
- pour les structures de taille importante, des loges et des vestiaires qui permettent d'accueillir des compagnies d'artistes à l'effectif nombreux.

Téléphones publics, cafétérias, coins bars, distributeurs

Il convient de faciliter le repérage et l'accessibilité de ces espaces, sans présence d'obstacles.

La salle de spectacle

Le législateur précise que tout établissement ou installation recevant du public assis doit pouvoir accueillir des personnes handicapées dans des conditions d'accès et d'utilisation identiques à celles proposées aux personnes valides.

À cet effet, des emplacements accessibles par un cheminement praticable doivent être aménagés.

Le nombre de ces emplacements est défini de la manière suivante :

- jusqu'à 50 places : 2 emplacements adaptés
- jusqu'à 1 000 places : 1 emplacement adapté par tranche de 50 places supplémentaires
- plus de 1 000 places : décision fixée par arrêté municipal avec un minimum de 21 emplacements adaptés.

Chaque emplacement accessible doit correspondre à un espace d'usage de 0,80 x 1,30 m au moins.

Lorsque plusieurs places s'imposent et que la nature des prestations proposées par l'établissement présente des différences importantes selon l'endroit où le public est admis, les places adaptées doivent être réparties en fonction des différentes catégories de places offertes au public.

Afin d'améliorer le confort d'usage de la salle de spectacle, il est recommandé de proposer des numéros de rangées et de sièges bien lisibles (gros caractères, contrastes de couleur).

Par ailleurs, la présence de sièges avec accoudoirs relevables permet à des personnes en fauteuil roulant d'effectuer des transferts et à des personnes de forte taille de bénéficier d'une assise confortable.

Sécurité

Arrêté du 1^{er} août 2006
ERP et IOP lors de leur
construction ou création

Normes réglementaires



Une manifestation de plein air sur l'esplanade du Champ-de-Mars (Défestival, Paris).



Le sentiment de sécurité se trouve renforcé notamment par une lecture facilitée des possibilités de sortie en cas d'urgence.

Une main courante Braillecom.



Penser à tout ce qui peut faciliter le repérage et le cheminement.

Les manifestations en plein air

Les manifestations en plein air sont bien moins contraignantes en terme d'accessibilité que les structures fermées : les espaces sont ouverts, l'orientation est facilitée et les circulations sont généralement de plain-pied.

Il est néanmoins important :

- de mettre à disposition des sanitaires mobiles adaptés aux personnes à mobilité réduite
- de prévoir des zones de circulation facilement carrossables, quelles que soient les conditions météorologiques, notamment lorsque les sols sont en terre
- de disposer d'accès de plain-pied pour les chapiteaux, stands, billetteries, gradins, scènes et autres espaces dédiés (point presse, espace artistes...)
- de penser à une signalétique adaptée et efficace permettant d'identifier facilement les différents espaces ouverts aux publics
- d'indiquer particulièrement les cheminements ou services dédiés aux personnes en situation de handicap : accompagnement, emplacements réservés, sanitaires adaptés, présence d'un médiateur en langue des signes...
- de réaliser préalablement, pour les manifestations se déroulant en milieu urbain comme les festivals de rue, un état des lieux de l'accessibilité en matière de circula-

tion et privilégier les emplacements des festivités dans les espaces les plus accessibles. Des plans de circulation indiquant les niveaux d'accessibilité du site représentent aussi des aides très appréciées.

La sécurité

Les responsables des structures culturelles doivent s'assurer que l'ensemble des publics, et particulièrement les personnes en situation de handicap, sont en sécurité.

Le sentiment de sécurité se trouve notamment renforcé par une lecture facilitée des possibilités de sortie en cas d'urgence, par une déclinaison multisensorielle des signaux d'alerte et de la signalétique pour l'évacuation des espaces.

Afin de renforcer le sentiment de sécurité des publics, une attention sera également portée à l'éclairage général des espaces de circulation, à la présence de points de repos, de mains courantes et surtout à l'identification des personnels d'accueil et d'information.

Des aménagements techniques peuvent venir renforcer la sécurisation des espaces. On peut, par exemple, imaginer l'installation d'alarmes visuelles dans des lieux comme les sanitaires, les loges, les vestiaires où des personnes sourdes sont amenées à se trouver seules.

Les ministères concernés travaillent à la réforme des textes relatifs à la sécurité (GN8). Une actualisation des connaissances dans ce domaine doit être régulièrement effectuée par le correspondant immobilier de l'institution culturelle.

La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA) formule les avis concernant l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public, des installations ouvertes

au public, de la voirie, des espaces publics et des bâtiments d'habitation. La circulaire interministérielle DGUHC 2006 n° 2006-96 du 21 décembre 2006 précise les missions et la composition de cette commission.

Articles R111-19-23 et L111-7-3

ERP : établissement recevant du public
IOP : installations ouvertes au public

Catégorie

(chiffre défini par l'article R123-19 du code de la construction et de l'habitation)
1^{re} catégorie Au-dessus de 1 500 personnes
2^e catégorie De 701 à 1 500 personnes

3^e catégorie De 301 à 700 personnes
4^e catégorie 300 personnes et au-dessous, à l'exception des établissements compris dans la 5^e catégorie
5^e catégorie Établissement accueillant un nombre très réduit de personnes

Mise en application de la loi

Le diagnostic

Il comprend deux phases :

- *un état des lieux* qui apporte la connaissance précise de l'état d'accessibilité d'un bâtiment, de ses points forts et de ses points faibles ;
- *une description des travaux* nécessaires reformulée en préconisations.

Ce diagnostic est contrôlé par la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité. Des sous-commissions existent dans les communes de plus de 5 000 habitants. Elle sont présidées par le maire et regroupent des représentants de la commune, des associations d'usagers, des associations représentant les personnes handicapées et les personnes âgées.

Cette commission dresse le constat d'accessibilité des bâtiments, de la voirie et des transports.

Un diagnostic sur l'accessibilité d'une structure culturelle doit se faire en relation avec cette commission communale qui étudie l'accessibilité globale de la commune et donc les cheminements nécessaires pour atteindre la structure.

Le diagnostic est tenu à la disposition de tout usager de l'établissement ou de l'installation.

Les préconisations données lors du diagnostic font l'objet d'arbitrage, car il n'existe pas une seule solution aux difficultés rencontrées, mais plusieurs possibles.

L'étude de faisabilité chiffrée

Elle ne peut se confondre avec le diagnostic.

Au vu des recommandations du diagnostic, un cahier des charges précis doit être réalisé pour une étude de faisabilité technique et financière qui permettra le chiffrage des travaux à engager et la programmation financière qu'il faut prévoir en amont.

Les dérogations

Le champ des dérogations est défini par le décret du 17 mai 2006.

Elles concernent les cas d'impossibilité technique, de conservation du patrimoine architectural, ou les cas où il existe une disproportion manifeste entre les améliorations apportées et l'importance des travaux à réaliser ou entre la mise en accessibilité et ses conséquences sur l'activité de l'établissement.

C'est le préfet qui, par le biais d'un arrêté, autorise ou non la dérogation. Il prend sa décision après avis de la sous-commission départementale d'accessibilité ou de la commission d'arrondissement d'accessibilité.

Notons qu'en l'absence de réponse du préfet dans les trois mois suivant la réception d'une demande de dérogation, celle-ci est tacitement refusée.

La dérogation doit s'accompagner de mise en œuvre de mesures compensatoires.

La mise en accessibilité comprend trois étapes : le diagnostic, l'étude de faisabilité chiffrée, la réalisation des travaux nécessaires.

Les responsabilités et les sanctions

Le coût des travaux de mise en conformité d'un établissement recevant du public est de la responsabilité du propriétaire.

Le coût du diagnostic chiffré réalisé par un architecte-mètreur relève de la responsabilité du gestionnaire de l'établissement.

En cas de non-respect des dispositions légales, les sanctions prévues par la loi handicap du 11 février 2005 sont : la fermeture de l'établissement ne respectant pas le délai de mise en accessibilité ; le remboursement des subventions publiques ; une amende de 45 000 euros pour les architectes, entrepreneurs et toute personne responsable de l'exécution des travaux. Une interdiction d'exercer peut être prononcée. En cas de récidive, la peine est portée à six mois d'emprisonnement et à 75 000 euros d'amende.

Le calendrier

Une nouvelle rédaction du décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 en cours de publication impose **deux dates pour la réalisation des diagnostics des ERP** :

- *1^{er} janvier 2010* pour les ERP de 1^{re} et 2^e catégorie ainsi que les bâtiments appartenant à l'État de la 1^{re} à la 4^e catégorie
- *1^{er} janvier 2011* pour les bâtiments de 3^e et 4^e catégorie (à l'exception des bâtiments appartenant à l'État) ainsi que pour les ERP de catégorie 1 à 4 visés à l'article R.111-19-12 du code de la construction et de l'habitation (établissements spéciaux)

et une date pour la mise en conformité :

- *1^{er} janvier 2015* pour les ERP de 1^{re} à 4^e catégorie doivent être mis en conformité (ensemble des parties ouvertes au public).

Pour les établissements recevant du public de 5^e catégorie et les IOP (installations ouvertes au public) il n'y a pas d'obligation de diagnostic, seulement une mise en conformité, avec ou sans travaux prévus (concernant les ERP de 5^e catégorie, mise en conformité de l'ensemble des prestations dans une partie du bâtiment accessible située au plus proche de l'entrée).